

18.2 Industrie agroalimentaire

Les **entreprises** agroalimentaires (hors tabac) françaises constituent un des secteurs les plus importants de l'industrie. En 2014, elles génèrent un chiffre d'affaires de 184,5 milliards d'euros (21 % du chiffre d'affaires industriel manufacturier) et une valeur ajoutée de 39,5 milliards (18 % de la valeur ajoutée manufacturière). Elles emploient 525 000 salariés en **équivalent-temps plein** (20 % des effectifs manufacturiers). L'agroalimentaire est un secteur relativement stable : ses variations conjoncturelles sont habituellement modérées par l'inertie des dépenses de consommation des ménages.

En 2015, la production en volume de la **branche** de l'**industrie agroalimentaire (IAA)** y compris tabac continue de croître (+ 0,9 %). Cette croissance fait suite à un net rebond survenu en 2014 après deux années de recul. Ce regain de vitalité s'explique par une demande extérieure en volume fortement accrue (+ 3,3 %), et une demande intérieure qui par l'entremise des ménages reste à un bon niveau (+ 1,5 %).

En 2015, la production de la branche agroalimentaire est portée conjointement par l'alimentaire et les boissons-tabac. Dans l'alimentaire, deux branches contribuent grandement à soutenir la croissance : la fabrication des produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et celle des autres produits alimentaires (sucre, chocolat, produits de confiserie,...). La baisse du prix du blé tendre de qualité meunière au début de la campagne

2014/2015 a bénéficié en premier lieu à la fabrication de produits amylacés qui affiche la plus forte croissance de l'agroalimentaire. Cependant, en raison de leur faible poids, l'impact de ces produits sur l'évolution de l'ensemble demeure limité. La fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires en a tiré également parti. Concernant les autres produits alimentaires, leur fabrication a progressé, en dépit des moindres productions de sucre et de confiseries. La première a été pénalisée par la sécheresse estivale, qui a fait baisser la teneur en sucre des betteraves, mais aussi par la volonté de réduire les surfaces cultivées en vue d'inclure à la production 2015 le surplus hors-quota de la campagne précédente.

L'excédent commercial en produits agroalimentaires (y compris tabac) s'est globalement amplifié en 2015 (+ 466 millions d'euros de plus sur un an), notamment dans les échanges vers les pays tiers (hors Union européenne). Il s'appuie principalement sur le lait et les boissons. La contribution de celles-ci à la hausse des exportations agroalimentaires est la plus élevée, notamment en raison des exportations de vins et champagne à destination de la Chine et des États-Unis. Le lait régresse dans les échanges. Ses exportations ont pâti de la baisse des prix, conséquence de la fin des quotas qui a dynamisé la production à un moment où la Chine réduisait ses commandes et où la Russie appliquait son embargo. ■

Définitions

Industries agroalimentaires (IAA) : correspondent au code CA de la nomenclature d'activités française (NAF Rév. 2) : industrie des viandes ; industrie du lait ; industrie des boissons ; travail du grain, fabrication d'aliments pour animaux ; industries alimentaires diverses ; industrie du tabac. À partir de 2008, ces industries sont regroupées dans le poste C1 du niveau A17 de la nomenclature agrégée (NA) : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac.

Branche d'activité, consommation effective des ménages, consommation intermédiaire, emploi en équivalent-temps plein (EQTP), entreprise, Éane, profilage, secteur d'activité, unité légale : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2016.
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires. Forte hausse des ventes de boissons, baisse des ventes de produits alimentaires en 2015 », *Agreste Primeur* n° 338, septembre 2016.
- « La définition économique de l'entreprise : quel impact sur les statistiques des entreprises agroalimentaires ? », *Agreste Les Dossiers* n° 37, septembre 2016.
- « L'innovation et l'utilisation des technologies de l'information dans les entreprises agroalimentaires », *Agreste Les Dossiers* n° 31, janvier 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Principaux résultats des entreprises des industries alimentaires et de boissons en 2014

en millions d'euros

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en EQTP	Chiffre d'affaires HT	Valeur ajoutée HT	Frais de personnel ¹	Exportations	Investissements coporels bruts hors apports
Transform. & conserv. viande & préparation prod. à base de viande	8 425	111 472	36 028	6 439	4 772	3 375	794
Transform. & conserv. poisson, crustacés & mollusques	327	10 954	3 512	640	470	307	98
Transformation et conservation de fruits et légumes	1 397	21 063	7 158	1 559	988	1 440	287
Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	277	3 280	7 699	483	225	2 667	254
Fabrication de produits laitiers	1 269	55 911	31 869	4 820	2 857	7 639	1 041
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	425	13 335	7 232	1 370	832	3 070	298
Fabrication produits boulangerie-pâtisserie & pâtes alimentaires	41 369	175 466	23 494	8 624	6 360	1 881	1 119
Fabrication d'autres produits alimentaires	5 248	73 892	26 426	6 348	3 888	5 624	1 219
Fabrication d'aliments pour animaux	436	17 185	13 420	1 776	1 037	2 235	297
Fabrication de boissons	3 051	42 429	27 710	7 409	2 730	8 086	1 075
Total	62 224	524 987	184 546	39 469	24 157	36 323	6 483

1. Salaires et charges.

Champ : unités légales et entreprises profilées des secteurs des industries alimentaires et de boissons.

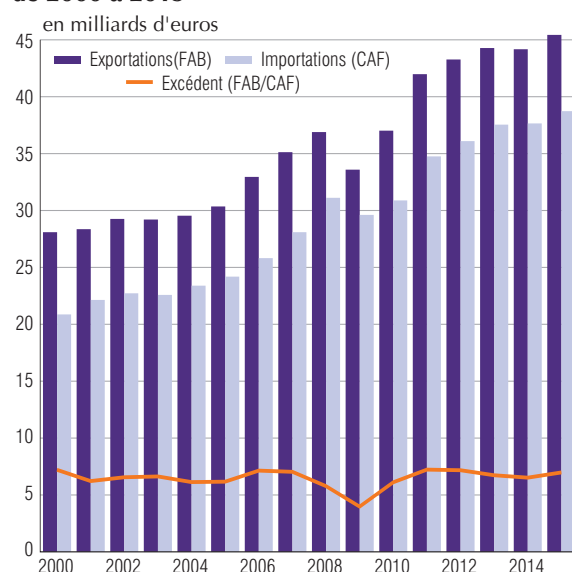
Source : Insee, É sane.

Évolution de la production des industries alimentaires, de boissons et du tabac

	Production en millions d'euros		Évolution 15/14 en %		
	2014 valeur	2015 volume	Indice de valeur	Indice de volume	Indice de prix
Transform. & conserv. viande & préparation prod. à base de viande	32 647	32 694	-1,4	0,1	-1,6
Transform. & conserv. poisson, crustacés & mollusques	2 924	2 965	1,0	1,4	-0,5
Transformation et conservation de fruits et légumes	6 763	6 451	-5,8	-4,6	-1,2
Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	5 035	5 156	0,7	2,4	-1,7
Fabrication de produits laitiers	28 034	27 938	-3,1	-0,3	-2,8
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	5 935	6 119	-0,2	3,1	-3,2
Fabrication produits boulangerie-pâtisserie & pâtes alimentaires	24 309	25 028	2,2	3,0	-0,8
Fabrication d'autres produits alimentaires	22 271	22 912	2,2	2,9	-0,7
Fabrication d'aliments pour animaux	11 529	11 461	-3,3	-0,6	-2,7
Fabrication de boissons	18 944	19 254	3,5	1,6	1,9
Fabrication de produits à base de tabac	553	386	-30,5	-30,2	-0,5
Total	158 944	160 364	-0,3	0,9	-1,2

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Commerce extérieur des produits agroalimentaires de 2000 à 2015



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Solde du commerce extérieur des produits agroalimentaires selon l'origine et la destination en 2015

en millions d'euros

	UE	Hors UE	Total
Exportations (FAB)	28 343	17 363	45 706
Importations (CAF)	29 031	9 696	38 727
Solde (FAB/CAF)	- 688	7 667	6 979
Solde des échanges par secteur d'activité (NAF rév. 2)			
Transform. & conserv. viande & prép. viande	- 1 744	746	- 998
Transform. & conserv. poisson, crust., etc.	- 593	- 2 346	- 2 939
Transf. et conserv. de fruits et légumes	- 1 784	- 792	- 2 576
Fab. huiles et graisses végétales & animales	- 1 033	- 1 436	- 2 469
Fabrication de produits laitiers	1 615	1 938	3 553
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	873	250	1 123
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	- 598	251	- 347
Fab. autres produits alimentaires	51	393	444
Fabrication d'aliments pour animaux	752	551	1 303
Fabrication de boissons	3 521	8 105	11 626
Fabrication de produits à base de tabac	- 1 748	7	- 1 741

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

(– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹ 2015	Évolution 15/14		Fonction de consommation	Pondération ¹ 2015	Évolution 15/14	
		Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²			Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et équip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Éducation	23	1,5	1,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Protection sociale	434	1,6	1,4
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Assurances	250	2,6	2,9
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Services financiers	67	0,7	0,7
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source,
notes de lecture,
précisions sur les
données en bas
de chaque tableau
ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

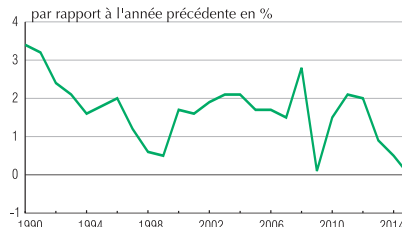
Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14		15/14
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	- 0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	- 0,6	Malte	1,3
Espagne	- 0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	- 0,2	Portugal	0,3
Finlande	- 0,2	Slovaquie	- 0,5
France	0,3	Slovénie	- 0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données
de cadrage
européennes
ou mondiales

Des graphiques
d'illustration